

Art. 9. Après examen du dossier, le Ministre communautaire donne son accord en vue de l'adjudication des travaux envisagés et détermine, le cas échéant après décision de l'Exécutif flamand, le montant du subside alloué.

Art. 10. Le mode de passation du marché et la proposition de désignation de l'entrepreneur s'effectuent dans le respect de la loi du 14 juillet 1976 et de l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatifs aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et de l'arrêté ministériel du 10 août 1977 établissant le cahier général des charges des marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Art. 11. Après avoir pris connaissance de l'ensemble des éléments concernant l'évolution de la procédure d'adjudication et la désignation des entrepreneurs, le Ministre communautaire marque son accord sur le commencement des travaux.

Art. 12. Les subides alloués sont liquidés sur production des différentes créances, au fur et à mesure de l'avancement des travaux envisagés, et sur présentation du document attestant que l'engagement visé à l'article 6, 7°, a été respecté.

CHAPITRE III. — Particularités et dispositions finales

Art. 13. Si l'administration publique sollicite dans sa demande un subside supérieur à 60 p.c. du coût de l'acquisition, de l'aménagement ou de l'extension du terrain de campement pour roulotte, la demande devra contenir des éléments supplémentaires :

1° la décision de l'administration publique relative à la demande d'un subside plus élevé;

2° le montant ou le pourcentage du prix de revient pour lequel l'administration publique désire obtenir un subside;

3° la justification de cette demande sur la base d'un dossier financier.

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 12 décembre 1983.

R. STEYAERT

COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 84 — 208

11 OCTOBRE 1983

Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des centres d'accueil pour adultes en difficulté

Nous, Exécutif de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 janvier 1982 portant règlement de son fonctionnement;

Vu l'accord du Président de l'Exécutif, chargé des Finances;

Sur proposition du Ministre des Affaires sociales de la Communauté française,

Arrêtons :

Article 1er. § 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par centre d'accueil toute institution ayant pour objet d'assurer, sans esprit de lucre et à titre préventif et curatif pendant une durée maximale de 180 jours consécutifs dans une période de 12 mois, l'accueil et l'hébergement de personnes en difficulté âgées de 18 ans au moins, accompagnées ou non d'enfants dont elles ont la charge.

§ 2. Sur base d'une demande motivée le Ministre peut accorder une dérogation au délai maximum de 180 jours consécutifs prévu au § 1er.

§ 3. Sont exclus, pour l'application de cet arrêté, les établissements visés par la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse et par l'arrêté royal du 10 novembre 1967, créant un fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, ainsi que les maisons maternelles agréées par l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

Art. 2. Les centres d'accueil pour adultes en difficulté ont pour objectif de préparer et faciliter la réinsertion sociale de personnes qui, soit sont momentanément incapables de vivre de façon autonome soit ont séjourné dans un établissement pénitentiaire ou de soins. Cette réinsertion doit être accompagnée d'une guidance sociale adaptée à la population hébergée.

Art. 3. Dans les limites des crédits prévus au budget de la Communauté française le Ministre des Affaires sociales peut, conformément aux dispositions du présent arrêté, accorder des subventions aux centres d'accueil pour adultes en difficulté créés ou organisés par une province, une ou plusieurs communes, un centre public d'aide sociale, un établissement d'utilité publique, ou une association sans but lucratif.

Les subventions allouées sont destinées à couvrir, au moins partiellement, les frais de rémunération du personnel, visé à l'article 4, § 3, ainsi que les frais de fonctionnement des centres.

Art. 4. L'octroi de subventions est subordonné à l'agrément préalable du centre d'accueil par le Ministre des Affaires sociales.

A cet effet, le centre doit répondre aux conditions suivantes :

§ 1er. Assurer, sans distinction de nationalité, de croyance, d'opinion ou de fortune, l'accueil et l'hébergement d'au moins huit adultes dans un ou plusieurs immeubles.

§ 2. Disposer, en plus des moyens d'hébergement adéquats, d'une salle d'accueil et d'une salle de consultation distinctes.

§ 3. 1° Au cas où l'institution héberge moins de 12 adultes (catégorie I), disposer au minimum des services d'un assistant social ou infirmier social à temps plein.

2° Au cas où l'institution héberge au moins 12 adultes, elle doit disposer au minimum des services d'un assistant social ou infirmier social à temps plein, assurant la supervision de la guidance sociale; d'un directeur à temps plein, porteur d'un diplôme de l'enseignement supérieur dans le domaine des sciences humaines, ou à défaut, pouvant justifier de cinq années d'expérience dans une fonction équivalente dans le domaine social, ainsi que d'un éducateur pour les centres hébergeant de 12 à 20 adultes (catégorie II), de deux éducateurs pour les centres hébergeant de 21 à 30 adultes (catégorie III) et de trois éducateurs pour les centres hébergeant plus de 30 adultes (catégorie IV).

§ 4. A partir de la catégorie II, l'accueil doit être permanent de jour comme de nuit.

A partir de la catégorie II, chaque année un membre du personnel du centre doit suivre un cours de perfectionnement de 30 heures par an minimum, axé sur le travail de réinsertion sociale.

§ 5. Apporter la preuve que le centre est en mesure d'offrir une aide médicale et psychologique si elle s'avère nécessaire.

§ 6. Contribuer, de manière significative et concrète, à l'épanouissement personnel, professionnel et socio-culturel des personnes prises en charge.

§ 7. Accepter le contrôle administratif d'un fonctionnaire délégué par le Ministre des Affaires sociales et se soumettre aux dispositions de l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions.

Art. 5. La demande d'agrément d'un centre doit être adressée au Ministre des Affaires sociales.

La demande fournit toutes données utiles pour répondre aux conditions de l'article 4. Elle est accompagnée d'une note justificative basée sur les structures déjà existantes, les besoins et les nécessités constatées dans la localité ou la région considérées.

A la demande expresse du centre, l'adresse des locaux sera tenue secrète.

Art. 6. Les centres d'accueil sont autorisés à réclamer à leurs pensionnaires une participation dans leurs frais d'entretien, compte tenu des ressources dont ils disposent et des services offerts. Cette participation financière ne peut être supérieure aux trois quarts de leurs revenus.

Art. 7. § 1er. L'agrément prévu à l'article 3 est accordé et retiré par le Ministre des Affaires sociales. L'agrément est accordé pour une période de trois ans sauf dans les cas prévus à l'article 8, § 2, et peut être renouvelé.

Le Ministre des Affaires sociales agrée le centre selon la catégorie de l'institution, après enquête de l'administration.

Nonobstant la capacité réelle du centre d'accueil, le Ministre peut agréer une institution selon une catégorie inférieure; dans ce cas l'agrément doit être revu annuellement.

§ 2. Le Ministre des Affaires sociales peut, en outre, conclure des conventions particulières avec les centres d'accueil, selon le projet pédagogique du centre.

Toute convention conclue avec un centre ne peut couvrir une période supérieure à trois années.

Art. 8. § 1er. Les subventions, relatives aux frais de fonctionnement et aux frais de personnel, sont à charge du budget de la Communauté française.

Ces subventions sont liquidées au terme de l'année civile, sur production, par les centres d'accueil, de photocopies de relevés de rétribution du personnel, relevés fournis à l'Administration des Contributions directes.

Des avances provisionnelles peuvent être octroyées tous les trimestres au centre qui en fait la demande. Ces avances sont calculées à concurrence du quart de la subvention afférente à l'année précédente arrondie au millier supérieur.

La régularisation des subventions d'une année civile écoulée se fera dans le courant du 2e trimestre de l'année suivante.

L'institution bénéficiaire de subsides en vertu du présent arrêté ne peut recevoir d'autres subventions ministérielles allouées sur la base d'activités subsidiées par une autre réglementation et déployées par le personnel d'encadrement déjà pris en compte.

§ 2. Les frais de fonctionnement sont calculés forfaitairement sur une base de 75 francs par jour par adulte, le cas échéant par enfant ne bénéficiant pas d'autre subvention ministérielle.

Le taux d'occupation minimum est de 6 adultes en catégorie I, 10 adultes en catégorie II, 18 adultes en catégorie III, et 28 adultes en catégorie IV.

Le centre qui pendant deux années consécutives n'atteindrait pas le taux d'occupation minimum pour la catégorie dans laquelle il a été agréé ($365 \times 6 = 2\,190$ nuitées en catégorie I, $365 \times 10 = 3\,650$ nuitées en catégorie II, $365 \times 18 = 6\,570$ nuitées en catégorie III, et $365 \times 28 = 10\,220$ nuitées en catégorie IV) sera agréé l'année suivante dans la catégorie correspondant au nombre effectif de nuitées enregistrées la dernière année.

Ce déclassement peut être modifié l'année suivante.

§ 3. Les montants maximums des subsides alloués au personnel d'encadrement sont fixés dans la :

Catégorie I : à 350 000 F pour un assistant social.

Catégorie II : à 350 000 F pour un assistant social,
+ 460 000 F pour le directeur,
+ 300 000 F pour un éducateur.

Catégorie III : à 350 000 F pour un assistant social,
+ 460 000 F pour le directeur,
+ 330 000 F pour le 1er éducateur,
+ 300 000 F pour le 2e éducateur.

Catégorie IV : à 350 000 F pour un assistant social,
+ 460 000 F pour le directeur,
+ 330 000 F pour le 1er éducateur,
+ 300 000 F pour le 2e éducateur,
+ 300 000 F pour le 3e éducateur.

Art. 9. Avant le 31 mars de chaque année, les centres d'accueil fourniront au Ministre compétent un rapport d'évaluation annuel, un relevé annuel mentionnant l'identité des personnes prises en charge ou leurs initiales — si l'anonymat doit être respecté — ainsi que les périodes correspondantes et les comptes de recettes et de dépenses ainsi que le bilan relatif à l'année précédente.

En cas de non-respect de cette disposition, l'agrément pourra être suspendu ou retiré.

Art. 10. Dispositions transitoires :

§ 1er. Tous les centres d'accueil qui étaient subsidiés par la Communauté française, sur base de l'arrêté royal du 10 avril 1952, modifié par celui du 5 décembre 1974 et celui du 13 janvier 1977 déterminant les conditions d'agrément des maisons d'accueil et de réadaptation morale pour jeunes femmes, de l'arrêté royal du 12 novembre 1970 fixant les conditions de subventions des institutions d'accueil pour délinquants adultes et handicapés sociaux, des arrêtés royaux des 28 décembre 1978 et 7 février 1979, déterminant les conditions d'agrément et de subvention des institutions d'accueil pour certaines personnes isolées, sont, sur simple demande, et pour autant qu'ils répondent toujours aux anciennes normes à la date de la demande, automatiquement agréés jusqu'au 31 décembre 1984.

A cette date, ils devront, pour obtenir la prorogation de l'agrément, répondre à toutes les conditions fixées par le présent arrêté.

§ 2. Dès réception de la demande des centres déjà agréés, le calcul du subventionnement se fera sur base des dispositions de l'article 8 du présent arrêté selon les catégories fixées par le Ministre.

Dans le cas où la subvention calculée sur base des nouvelles dispositions serait inférieure à celle basée sur les anciennes dispositions, une subvention spéciale sera allouée jusqu'au 31 décembre 1984; cette subvention spéciale sera égale à la différence entre le subside auquel elle aurait pu prétendre en vertu des anciennes dispositions et le subside octroyé en vertu des dispositions nouvelles.

§ 3. Le Ministre des Affaires sociales fixe annuellement, dans le cadre de l'application de l'article 3, moyennant l'accord du Ministre ayant le budget dans ses attributions, le taux effectif des subventions dans la limite des montants maximum prévus à l'article 8, § 3.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur au 1er janvier 1984; à cette date il abroge, en les coordonnant, les arrêtés suivants, dans la mesure où ils concernent la Communauté française :

1° l'arrêté royal du 10 avril 1952, modifié par celui du 5 décembre 1974 et celui du 13 janvier 1977, déterminant les conditions d'agrément des maisons d'accueil et de réadaptation morale pour jeunes femmes;

2° l'arrêté royal du 12 novembre 1970 fixant les conditions de subventions des institutions d'accueil pour délinquants adultes et handicapés sociaux;

3° les arrêtés royaux des 28 décembre 1978 et 7 février 1979 déterminant les conditions d'agrément et de subvention des institutions d'accueil pour certaines personnes isolées.

Bruxelles, le 11 octobre 1983.

Pour l'Exécutif de la Communauté française,

Le Ministre-Président,

Ph. MOUREAUX

Le Ministre des Affaires sociales,

Ph. MONFILS

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 84 — 208

11 OKTOBER 1983

Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot regeling van de erkennings- en betoelagingsvoorwaarden van de opvangcentra voor volwassenen in moeilijkheden

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;
Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 26 januari 1982 houdende regeling van haar werking;
Gelet op het akkoord van de Voorzitter van de Executieve, belast met de Financiën;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken van de Franse Gemeenschap,

Besluiten :

Artikel 1. § 1. Voor de toepassing van dit besluit, dient men door opvangcentrum te verstaan iedere instelling die, zonder winstoogmerk en op preventieve en curatieve wijze gedurende maximum 180 opeenvolgende dagen in een periode van 12 maanden tot doel heeft voor de opvang en de huisvesting in te staan van personen in moeilijkheden die ten minste 18 jaar oud zijn, en al dan niet vergezeld zijn van kinderen te hunnen laste.

§ 2. Op grond van een met redenen omklede aanvraag kan de Minister een afwijking van de in § 1 bedoelde maximumtermijn van 180 opeenvolgende dagen toestaan.

§ 3. Komen niet in aanmerking voor de toepassing van dit besluit de instellingen waarvan sprake in de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming en in het koninklijk besluit van 10 november 1967 tot vaststelling van een fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten, evenmin als de door de Dienst voor Geboorte, en Kinderen erkende moederhuizen.

Art. 2. De opvangcentra voor volwassenen in moeilijkheden hebben tot doel de sociale heraanpassing van personen die hetzij momenteel niet zelfstandig kunnen leven of in een strafinrichting of verzorgingsinstelling verbleven hebben, voor te bereiden en te vergemakkelijken. Deze heraanpassing dient gepaard te gaan met een aan de gehuisveste bevolking aangepaste sociale begeleiding.

Art. 3. Binnen de perken van de op de begroting van de Franse Gemeenschap uitgetrokken kredieten, kan de Minister van Sociale Zaken, overeenkomstig de bepalingen van dit besluit, toelagen verlenen aan de opvangcentra voor volwassenen in moeilijkheden die door een provincie, één of verschillende gemeenten, een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, een inrichting van openbaar nut, of een vereniging zonder winstoogmerk opgericht of georganiseerd zijn.

De toegekende toelagen zijn bestemd om, ten minste gedeeltelijk, de bezoldigingskosten van het personeel, bedoeld in artikel 4, § 3, alsook de werkingskosten van de centra, te dekken.

Art. 4. De toekenning van toelagen is afhankelijk van de voorafgaande erkenning van het opvangcentrum door de Minister van Sociale Zaken. Hiertoe moet het centrum aan de volgende voorwaarden voldoen :

§ 1. Ongeacht hun nationaliteit, geloof, mening of vermogen, voor de opvang en de huisvesting van ten minste acht volwassenen in één of verschillende gebouwen instaan.

§ 2. Buiten de aangepaste huisvestingsmogelijkheden, over een afzonderlijke ontvangszaal en consultatiezaal beschikken.

§ 3, 1° Indien de instelling minder dan 12 volwassenen (categorie I) huisvest, over de voltijdse medewerking van een maatschappelijk werker of een sociale verpleger beschikken.

2° Indien de instelling minstens 12 volwassenen huisvest moet zij ten minste beschikken over de voltijdse medewerking van een maatschappelijk werker of een sociale verpleger die toezicht

houdt op de sociale begeleiding; over een voltijdse directeur, die een diploma van hoger onderwijs in de menswetenschappen bezit, of bij gebrek, blijk kan geven van vijf jaar ervaring in een gelijkwaardig ambt in de sociale sector, alsook over een opvoeder voor de centra die onderdak verschaffen aan 12 tot 20 volwassenen (categorie II), over twee opvoeders voor de centra die onderdak verschaffen aan 21 tot 30 volwassenen (categorie III) en over drie opvoeders voor de centra die onderdak verschaffen aan méér dan 30 volwassenen (categorie IV).

§ 4. Vanaf categorie II, moet de opvang doorlopend, zowel overdag als 's nachts, georganiseerd worden.

Vanaf categorie II, moet ieder jaar een personeelslid van het centrum een vervolmakingscursus volgen van minimum 30 uur per jaar die op het werk van sociale heraanpassing gericht is.

§ 5. Het bewijs leveren dat het centrum zo nodig medische en psychologische hulp kan bieden.

§ 6. Op zinvolle en concrete wijze tot de persoonlijke, professionele en socio-culturele ontplooiing van de opgenomen personen bijdragen.

§ 7. De administratieve controle van een door de Minister van Sociale Zaken afgevaardigde ambtenaar aanvaarden en de bepalingen naleven van het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1967 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van de toelagen.

Art. 5. De erkenningsaanvraag van een centrum moet tot de Minister van Sociale Zaken gericht worden. De aanvraag verstrekt alle nuttige gegevens om aan de voorwaarden van artikel 4 te voldoen. Zij is vergezeld van een bewijsnota die op de reeds bestaande structuren, op de vastgestelde behoeften en noodwendigheden in de beschouwde streek of het beschouwde gebied gegronde is. Op uitdrukkelijke aanvraag van het centrum, zal het adres van de lokalen geheim gehouden worden.

Art. 6. De opvangcentra zijn ertoe gemachtigd van de opgenomen personen een bijdrage te eisen in hun kosten van onderhoud, rekening houdend met de inkomsten waarover zij beschikken en met de aangeboden diensten. Deze financiële bijdrage mag niet hoger zijn dan drie vierden van hun inkomsten.

Art. 7. § 1. De in artikel 3 bedoelde erkenning wordt verleend en ingetrokken door de Minister van Sociale Zaken. De erkenning wordt voor een periode van drie jaar toegestaan behoudens in de in artikel 8, § 2, bepaalde gevallen en kan vernieuwd worden.

De Minister van Sociale Zaken erkent het centrum naar gelang van de categorie van de instelling, na onderzoek van de administratie.

Niettegenstaande de werkelijke huisvestingsruimte van het opvangcentrum, kan de Minister een instelling in een lagere categorie erkennen; in dat geval dient de erkenning jaarlijks herzien te worden.

§ 2. De Minister van Sociale Zaken kan bovendien bijzondere overeenkomsten met de opvangcentra afsluiten volgens het pedagogisch plan van het centrum.

Elke met een centrum afgesloten overeenkomst mag een periode van drie jaar niet overschrijden.

Art. 8. § 1. De toelagen, betreffende de werkingskosten en de personeelskosten, zijn ten laste van de begroting van de Franse Gemeenschap.

Deze toelagen worden op het einde van het kalenderjaar verevend na overlegging door de opvangcentra van fotocopies van de loonstaten van het personeel die aan de Administratie der Directe Belastingen worden verstrekt.

Provisieele voorschotten kunnen driemaandelijks toegekend worden aan het centrum dat erom verzoekt. Deze voorschotten worden berekend ten belope van één kwart van de naar het hoger duizendtal afgeronde toelage.

Het regulariseren van de toelagen van een afgelopen kalenderjaar geschiedt in de loop van het tweede trimester van het volgende jaar.

De instelling die krachtens dit besluit subsidies ontvangen heeft, mag geen andere ministeriële subsidies ontvangen die toegekend zijn op basis van activiteiten die door een andere reglementering gesubsidieerd zijn en die door het reeds in acht genomen begeleidingspersoneel op touw gezet zijn.

§ 2. De werkingskosten worden forfaitair berekend op een basis van 75 frank per dag per volwassene, eventueel per kind dat voor geen andere ministeriële subsidie in aanmerking komt.

Het minimumbezettingspercentage bedraagt 6 volwassene in categorie I, 10 volwassene in categorie II, 18 volwassene in categorie III, en 28 volwassene in categorie IV.

Het centrum dat gedurende twee opeenvolgende jaren het minimumbezettingspercentage voor de categorie waarin het erkend werd, niet zou bereiken ($365 \times 6 = 2190$ overnachtingen in categorie I, $365 \times 10 = 3650$ overnachtingen in categorie II, $365 \times 18 = 6570$ overnachtingen in categorie III, en $365 \times 28 = 10220$ overnachtingen in categorie IV) zal het eerstvolgend jaar erkend worden in de categorie die met het werkelijke aantal overnachtingen in het laatste jaar overeenstemt.

Deze indeling in een lagere categorie kan het volgende jaar gewijzigd worden.

§ 3. De maximumbedragen van de aan het begeleidingspersoneel toegekende subsidies worden vastgesteld in de :

- Categorie I : op 350 000 F voor een maatschappelijk assistent.
- Categorie II : op 350 000 F voor een maatschappelijk assistent,
+ 460 000 F voor de directeur,
+ 300 000 F voor een opvoeder.
- Categorie III : op 350 000 F voor een maatschappelijk assistent,
+ 460 000 F voor de directeur,
+ 330 000 F voor de 1e opvoeder,
+ 300 000 F voor de 2e opvoeder.
- Categorie IV : op 350 000 F voor een maatschappelijk assistent,
+ 460 000 F voor de directeur,
+ 330 000 F voor de 1e opvoeder,
+ 300 000 F voor de 2e opvoeder,
+ 300 000 F voor de 3e opvoeder.

Art. 9. Voor 31 maart van ieder jaar, zullen de opvangcentra aan de bevoegde Minister een evaluatieverslag laten gewonden, een jaarlijkse staat waarin vermeld moeten worden de identiteit van de opgenomen personen of hun initialen — indien de anonimiteit gevrijwaard moet worden — evenals de overeenstemmende periodes en de rekeningen van ontvangsten en uitgaven, alsmede het bilan met betrekking tot het vorige jaar.

In geval van niet naleving van deze bepaling, zal de erkenning opgeheven of ingetrokken kunnen worden.

Art. 10. Overgangsbepalingen :

§ 1. Alle opvangcentra die door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd waren op grond van het koninklijk besluit van 10 april 1952, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 december 1974 en van 13 januari 1977 tot vaststelling van de voorwaarden tot het erkennen van tehuizen voor de zedelijke aanpassing van jonge vrouwen, van het koninklijk besluit van 12 november 1970 tot vaststelling van de voorwaarden inzake toelagen aan opvanginrichtingen voor volwassen delinquenten en sociaal gehandicapten, van de koninklijke besluiten van 28 december 1978 en 7 februari 1979 tot regeling van de erkenning en betoelagingsvoorwaarden voor de onthaaftehuizen voor bepaalde thuislozen, worden, op hun verzoek en voor zover zij op het ogenblik van de aanvraag nog altijd aan de vroegere normen voldoen, tot 31 december 1984 automatisch erkend.

Op die datum zullen zij aan alle door dit besluit bepaalde voorwaarden moeten voldoen om de verlenging van de erkenningsduur te bekomen.

§ 2. Na ontvangst van de aanvraag van de reeds erkende centra, zal de berekening van de subsidiëring gedaan worden op basis van de bepalingen van artikel 8 van dit besluit volgens de door de Minister vastgestelde categorieën.

Indien de op basis van de nieuwe bepalingen berekende subsidie lager is dan de subsidie berekend op basis van de vroegere bepalingen, zal een bijzondere toelage tot 31 december 1984 toegekend worden; deze bijzondere subsidie zal gelijk zijn aan het verschil tussen de subsidie waarop zij krachtens de vroegere bepalingen kon aanspraak maken en de krachtens de nieuwe bepalingen toegekende subsidie.

§ 3. De Minister van Sociale Zaken bepaalt jaarlijks, in het kader van de toepassing van artikel 3, mits het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, het werkelijke bedrag van de toelagen binnen de perken van de in artikel 8, § 3, bepaalde maximumbedragen.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1984; op die datum worden hierdoor de volgende besluiten, voor zover zij de Franse Gemeenschap betreffen, opgeheven en gecoördineerd :

1° het koninklijk besluit van 10 april 1952, gewijzigd door het koninklijk besluit van 5 december 1974 en door het koninklijk besluit van 13 januari 1977, tot vaststelling van de voorwaarden tot het erkennen van tehuizen voor de zedelijke aanpassing van jonge vrouwen;

2° het koninklijk besluit van 12 november 1970 tot vaststelling van de voorwaarden inzake toelagen aan opvanginrichtingen voor volwassen delinquenten en sociaal gehandicapten;

3° de koninklijke besluiten van 28 december 1978 en 7 februari 1979 tot regeling van de erkennings- en betoelagingsvoorwaarden van de onthaaftehuizen voor bepaalde thuislozen.

Brussel, op 11 oktober 1983.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap,

De Minister-Voorzitter,

Ph. MOUREAUX

De Minister van Sociale Zaken,

Ph. MONFELS